

THE DUTY TO REMEMBER

PROJET DE MEMORIALISATION & D'EXPOSITION



« The Duty to Remember », en partenariat avec la Semaine des droits humains, Université de Genève :

L'impunité : le rôle de la Suisse dans l'usage de la compétence universelle

Lundi 23 novembre 2020 | 18H30 Genève (17H30 GMT)

RSVP : <https://bit.ly/3losQsA>

La lutte contre l'impunité est primordiale pour éradiquer de futurs conflits, rétablir la vérité, promouvoir la responsabilité et la guérison. Il est du devoir des États d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme, d'arrêter et de poursuivre leurs auteurs, et de les punir si leur culpabilité est avérée, d'autant plus quand ces crimes sont d'une gravité telle qu'ils portent atteinte à l'ensemble de la communauté internationale. En utilisant le principe de la compétence universelle, principe qui permet à un État de poursuivre les auteurs de ces crimes même en l'absence de tout lien de rattachement avec l'État où ces crimes ont eu lieu, un pays ne fait pas que montrer l'exemple, il offre aux victimes de ces crimes la possibilité de se sentir reconnues, leur rendant une part de dignité et ouvrant la voie vers la réconciliation.

Par ailleurs, lutter contre l'impunité est un des quatre piliers fondamentaux pour un traitement du passé (le droit à la vérité, le droit à la justice, le droit à la réparation et la garantie de non-répétition) visant à favoriser la réconciliation après de graves violations des droits de l'homme telles que celles commises en Gambie pendant le règne de Yahya Jammeh qui a laissé des plaies béantes après ses 22 ans au pouvoir. En janvier 2017, Jammeh s'est exilé en Guinée Équatoriale laissant place au gouvernement d'Adama Barrow qui a depuis lors lancé un processus de justice transitionnelle.

C'est dans le cadre de ce processus de Justice Transitionnelle que ANEKED, the African Network against Extrajudicial Killings and Enforced Disappearances, organisation de la société civile, a créé "The Duty to Remember", exposition itinérante et futur mémorial en Gambie, afin de conscientiser, informer et lutter contre de futures violations des droits de l'homme. "The Duty



to Remember” Genève, donnera lieu à diverses activités dont 2 séminaires organisés par ANEKED à l’occasion de la semaine des droits humains dans le but de sensibiliser le public aux quatre piliers du traitement du passé. Le premier séminaire intitulé “L’impunité : le rôle de la Suisse dans l’usage de la compétence universelle ” abordera des cas concrets afin d’étudier cette notion de compétence universelle tel que celui d’Ousman Sonko, ancien ministre de l’Intérieur en Gambie emprisonné en Suisse depuis 2017 dans l’attente d’un procès pour crimes contre l’humanité (pour des crimes présumés commis en Gambie durant le règne de Jammeh).



@theANEKED

Intervenantes :



Dalila Seoane est une avocate et criminaliste qualifiée en droit international humanitaire (Académie de Genève) avec une approche féministe. Elle a travaillé pendant plus de 15 ans avec des équipes de procureurs au sein du bureau du procureur en Argentine et en Colombie sur les crimes contre l’humanité. Actuellement, elle est conseillère juridique principale chez Civitas Maxima.

Diplômée d’un master en droit pénal et politique criminelle en Europe, Emeline Escafit est conseillère juridique au sein du programme Procédures et Enquêtes Internationales à TRIAL International. Depuis plusieurs années, elle est impliquée dans les activités de l’organisation en Gambie. Dans le cadre des enquêtes menées par l’organisation, elle s’est rendue à de nombreuses reprises en Gambie et a su tisser des liens étroits avec ce pays et son fonctionnement.



Katrin Weilhammer travaille pour Justice Rapid Response (JRR) où elle dirige le Programme de Justice Nationale ; programme développé pour fournir un soutien sur mesure aux autorités nationales enquêtant sur des crimes internationaux. Avant de rejoindre JRR, Katrin a travaillé au sein de la Direction du droit international public du Département fédéral des affaires étrangères suisse, traitant des dossiers des justice pénale international. Ses domaines d’expertises sont les droits humains, le droit pénal international et le droit international humanitaire.

Laurence Boillat occupe le poste de procureure générale du Canton de Vaud et également membre du Pool d’experts pour la promotion civile de la paix et du Justice Rapid Response soutenus par le DFAE (Département fédéral des Affaires Etrangère). Laurence a participé à plusieurs missions internationales tels qu’à la Commission d’enquête du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme à Conakry en 2009 et s’est spécialisée, dès 2011, dans la poursuite pénale des crimes internationaux que sont les crimes de guerre, les crimes contre l’humanité et le génocide.



Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter l’adresse suivante :
orelia.kande@aneked.org

